

Lutte de classe

La crise du capitalisme : la lutte des classes !

Nous ne vous ferons pas l'affront de répéter que les institutions de la Ve République sont en crise, à l'agonie, nous entendons ce refrain depuis plus de 30 ans, depuis un certain mois de mai 68.

L'affaire Clearstream n'est qu'un nouvel épisode de l'affrontement fratricide qui secoue le sommet de l'État bonapartiste depuis des décennies.

En 1974 et en 1981 nous avons assisté au duel Chirac-Giscard, puis en 1995 à celui de Chirac-Balladur, en 2006 c'est au tour de Chirac-Sarkozy.

Pourquoi s'entredéchirent-ils, alors qu'ils font partie du même camp, du même parti politique ? C'est la question que tout le monde se pose.

Chirac, de Villepin et Sarkozy sont exclusivement les représentants des intérêts des capitalistes et des gros propriétaires terriens.

Ils ne sont pas d'accord sur les moyens à mettre en oeuvre pour tenter de résoudre les contradictions de plus en plus aiguës et de plus en plus urgentes auxquelles ils sont confrontés. Ils sont pressés d'agir de toutes parts, par l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, qui représentent les intérêts des multinationales, des fonds de pension, du capitalisme mondial, et principalement de l'impérialisme américain.

Face aux contradictions internes du système capitalisme livré à l'anarchie et à la concurrence la plus féroce sur le marché mondial, pour défendre les intérêts spécifiques du capitalisme, ils doivent affronter le prolétariat et sa jeunesse pour aller toujours plus loin dans la remise en cause de leurs acquis économiques, sociaux et démocratiques. Cela se traduit concrètement par la liquidation des services publics, les délocalisations, les licenciements, la remise en cause du Code du travail, du droit à l'éducation, à la santé, au logement, la précarité généralisée, la pauvreté et la misère...

Cependant, les travailleurs et la jeunesse font preuve d'une résistance et d'un courage remarquable dans des conditions particulièrement difficiles. Ils refusent la régression sociale, parce qu'ils aspirent légitimement à un avenir meilleur, alors que les maîtres du monde voudraient les livrer à la barbarie, à la guerre et au chaos.

Cette résistance s'exprime à travers la capacité du prolétariat et sa jeunesse à se mobiliser et à s'organiser dans leurs syndicats, leurs partis politiques et les organismes indépendants de combat qu'ils créent spontanément. Cette résistance s'exprime également à travers le combat qu'ils doivent mener contre la collaboration de classe à laquelle se livrent l'ensemble des dirigeants des syndicats et des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui soutiennent le régime capitaliste et les institutions antidémocratique de la Ve République.

En réalité, la crise du régime capitaliste, des institutions de la Ve République est avant tout l'expression et le produit de la lutte des classes en France et à l'échelle mondiale. C'est le nœud et la clé de la situation.

Pour résumer : Les représentants du capital doivent frapper les travailleurs et la jeunesse, mais ils en ont de moins en moins les moyens, d'où les craquements ou les déchirements qui se produisent au sommet de l'État.

Pour le clan de Sarkozy, Le Pen, de Villiers, il faut frapper vite et fort sans se poser de questions. En cas de problèmes, ils censureront, réprimeront violemment, dissoudront les partis, emprisonneront des militants par milliers, etc., en instaurant l'état d'urgence si nécessaire...

C'est la méthode Videla, Pinochet, Salazar, Franco, Hitler. Ont-ils d'ors et déjà les moyens de mettre en oeuvre de tels moyens politiques, ce que Sarkozy appelle "la rupture", d'instaurer une dictature ? Évidemment non, si l'on pense à la situation politique ouverte le 21 avril 2002 et aux rapports de force entre les classes et à l'intérieur des classes qui s'est exprimé le 29 mai 2005 et lors du mouvement contre le CPE, notamment. Il faudrait que la petite-bourgeoisie bascule de leurs côtés et s'engage politiquement à leurs côtés pour que ce danger se matérialise, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. D'où l'impatience, l'énervement et les oscillations du clan Sarkozy qui est obligé de composer avec l'actuel occupant de l'Élysée et ses méthodes.

Pour le clan Chirac, de Villepin, Bayrou, les choses ne sont pas simples non plus. Partant du constat qu'ils ne peuvent plus passer leurs contre-réformes ultra réactionnaires sans le soutien actif des dirigeants syndicaux et des partis PS, PCF, LCR et LO, ils pensent que la meilleure méthode serait d'intégrer les syndicats dans l'appareil d'État, afin de tenter d'empêcher toute mobilisation de masse de se produire, en s'appuyant sur Thibault, Mailly, Aschieri et Chérèque qui sont favorables à une telle orientation politique, qui, si elle était menée à son terme, se traduirait par la perte d'indépendance des syndicats, à leur liquidation pure et simple en tant que syndicats ouvriers (CGT, FO et FSU).

Sarkozy n'est évidemment pas contre l'instauration du corporatisme en France, il est d'accord sur le fond avec de Villepin. Là où il manifeste son désaccord le Premier ministre, c'est sur les moyens et les délais pour y parvenir.

Mais comme rien n'arrive jamais seul, cette option politique ne manquera pas de provoquer une crise au sein des syndicats et des organisations comme la LCR et LO, et dans une moindre mesure au sein du PS et du PCF, qui se concrétisera inévitablement par une recomposition du mouvement ouvrier sur une ligne lutte de classe, bref, un défi d'un niveau encore plus élevé à relever pour un pouvoir encore plus affaibli.

Chacun aura compris que la solution à cette crise politique ne peut passer que par le renversement par le prolétariat et sa jeunesse des institutions de la Ve République, du régime capitaliste et de l'État bourgeois.

La révolution sociale est bien le seul moyen d'en finir avec le vieux monde.

C'est dans cette perspective, en s'organisant dès maintenant dans chaque ville, quartier, zone industrielle, université, etc., dans des comités de résistance populaire que l'on préparera l'avènement de la première Assemblée constituante souveraine qui élira son propre gouvernement, que le prolétariat prendra le pouvoir et décidera démocratiquement de son avenir.

N'écoutez pas ceux qui voudraient vous faire croire qu'il suffirait de changer de gouvernement pour résoudre le moindre problème. Et n'écoutez pas non plus ceux qui n'ont aucun plan, aucune tactique-plan, comme disait Lénine dans *Que faire ?*, ce sont des opportunistes et des manœuvriers qui vous promettent la lune, mais sont infoutus de mettre un pied devant l'autre sans trébucher au premier obstacle, leur perspective politique ne va pas au-delà du présent et donc se résume à une impasse.

Quelqu'un a dit un jour : *la critique est facile, l'art est difficile*. On peut facilement le concevoir. Élaborer une tactique-plan pour s'emparer du pouvoir comporte fatalement un risque d'erreur que l'on pourra toujours corriger le moment venu. En tout cas, c'est toujours mieux que de colporter des fables ou d'entretenir des illusions. Qui ne risque rien n'a rien, n'est-ce pas !

Le chemin qui mène à la prise du pouvoir par le peuple peut être plus ou moins long, nous n'en savons rien. Par contre, nous savons pertinemment qu'il ne s'improvise jamais à la dernière minute sans être voué à l'impasse ou à l'échec. C'est la raison pour laquelle il faut s'y préparer dès maintenant, il faut s'organiser dans cette perspective.

Nous entendons parler à tort et à travers de "*démocratie*", de "*république*", tout le monde s'en réclame, sans faire ici d'amalgame, mais lorsque nous nous penchons un peu sur la réalité des institutions de la Ve République, n'y a-t-il aucune coïncidence qui vous choque particulièrement ?

N'avez-vous jamais remarqué que le président siège dans un palais, le palais de l'Élysée.
N'avez-vous jamais remarqué que les députés siègent dans un palais, le palais Bourbon.

N'avez-vous jamais remarqué que les sénateurs siègent dans un palais, le palais du Luxembourg.

Mais quelle est donc la nature exacte d'un régime politique dont l'ensemble des institutions siègent dans des palais dorés ?

Une république ou une monarchie ?

A bas le vieux monde !
Vive la révolution prolétarienne !
Vive le socialisme !